

Déterminants de l'accès au financement bancaire des PME agroalimentaires en République Centrafricaine : Une étude empirique auprès des PME agroalimentaires de Bangui et ses environs

Factors influencing access to bank finance for agri-food SMEs in the Central African Republic: An empirical study of agri-food SMEs in Bangui and the surrounding area

MBETID BESSANE Emmanuel

Enseignant chercheur

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG)

Université de Bangui- République Centrafricaine

Laboratoire d'Economie Rurale et de Sécurité Alimentaire (LERSA)

SEBIRO TEWARA Cedric de Saint Francois

Doctorant

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG)

Université de Bangui- République Centrafricaine

Laboratoire d'Economie Rurale et de Sécurité Alimentaire (LERSA)

Date de soumission : 16/09/2026

Date d'acceptation : 15/10/2026

Pour citer cet article :

MBETID BESSANE. E. & SEBIRO TEWARA. C.D.S.F. (2026) « Déterminants de l'accès au financement bancaire des PME agroalimentaires en République Centrafricaine : Une étude empirique auprès des PME agroalimentaires de Bangui et ses environs », Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 7 : Numéro 10 » pp : 933- 956.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons

Attribution License 4.0 International License



Résumé

Cette étude vise à examiner les facteurs liés à l'accès au financement bancaire des PME agroalimentaires situées à Bangui et dans ses environs. Le contexte est marqué par des difficultés persistantes de financement et par une asymétrie d'information entre les PME et les établissements de crédit. Les données proviennent d'une enquête auprès de 234 PME agroalimentaires installées à Bangui, Bimbo et Bégoua. Pour identifier les facteurs de l'accès au financement bancaire, un modèle de régression logistique binaire a été estimé par la méthode du maximum de vraisemblance. Les variables retenues sont la taille, l'âge, la rentabilité, la tangibilité des actifs, la liquidité, les garanties, l'asymétrie d'information, la fréquence de recours au crédit et les obstacles à l'accès au crédit. Les résultats indiquent que 50,9% des PME interrogées obtiennent un crédit bancaire, contre 49,1% qui n'en obtiennent pas. L'estimation révèle trois variables significatives : la taille, les garanties et l'asymétrie d'information. Les PME plus grandes et les PME disposant de garanties ont plus de chances d'obtenir un crédit. En revanche, une forte asymétrie d'information réduit les chances d'accès au crédit. Les garanties affichent la relation la plus forte, avec un odds ratio de 10,54. Le modèle est globalement significatif (LR $\chi^2 = 66,421$; $p < 0,001$) et présente un pseudo- R^2 de McFadden de 0,205, avec 74,8% d'observations correctement classées.

Mots clés : PME agroalimentaires ; accès au crédit ; financement bancaire ; garanties ; asymétrie d'information ; régression logistique.

Abstract

This study examines factors associated with bank financing access among agri-food SMEs in Bangui and surrounding areas. Data were collected from 234 SMEs in Bangui, Bimbo and Bégoua and analyzed using a binary logistic regression model estimated by maximum likelihood. The results show that 50.9% of SMEs have access to bank credit, compared with 49.1% without access. Three variables are statistically significant: firm size, collateral and information asymmetry. Firm size and collateral are positively associated with credit access, while information asymmetry is negatively associated with it. Collateral shows the strongest association, with an odds ratio of 10.54. The model is globally significant (LR $\chi^2 = 66.421$; $p < 0.001$), with a McFadden pseudo- R^2 of 0.205 and 74.8% of observations correctly classified.

Keywords : Agri-food SMEs; access to credit; bank financing; collateral; information asymmetry; logistic regression.

Introduction

Les petites et moyennes entreprises jouent un rôle essentiel dans le fonctionnement des économies, notamment à travers la création d'emplois, la génération de revenus et la valorisation des ressources locales (Beck et al., 2005 ; Ayyagari et al., 2011). Cette contribution est particulièrement importante dans les économies en développement, où les PME constituent une composante majeure du tissu productif.

Le développement des PME reste toutefois fortement conditionné par leur capacité à mobiliser les ressources financières nécessaires à leurs activités. L'accès au financement externe, et particulièrement au crédit bancaire, constitue ainsi l'une des principales contraintes auxquelles elles sont confrontées (Beck & Demirgüç-Kunt, 2006 ; Beck, 2007).

Cette problématique est particulièrement importante pour les PME agroalimentaires¹. Ces entreprises doivent financer des investissements en équipements de production et de transformation, mais également des infrastructures de stockage, de conditionnement et de conservation. Elles doivent en outre financer l'achat des matières premières et couvrir leurs besoins en fonds de roulement.

Les difficultés d'accès au crédit peuvent notamment être expliquées par les imperfections des marchés financiers et par l'existence d'asymétries d'information entre prêteurs et emprunteurs (Stiglitz & Weiss, 1981 ; Berger & Udell, 1998). Les PME sont particulièrement exposées à ces difficultés en raison de leur taille, de leur niveau de formalisation parfois limité et de la qualité variable de leurs informations comptables et financières (Beck et al., 2005 ; Beck & Demirgüç-Kunt, 2006).

En République centrafricaine, cette problématique revêt une importance particulière. Les PME agroalimentaires de Bangui, Bimbo et Bégoua participent à la transformation et à la valorisation des produits agricoles locaux, mais leur développement nécessite des ressources financières qu'elles ne sont pas toujours en mesure de mobiliser auprès du système bancaire.

L'insuffisance des garanties, la qualité de l'information financière, les conditions d'octroi du crédit et les contraintes institutionnelles sont susceptibles d'influencer les possibilités d'accès au financement bancaire.

¹ Dans cette étude, l'expression « PME agroalimentaires » désigne les petites et moyennes entreprises exerçant principalement des activités de transformation, de conservation, de conditionnement ou de commercialisation de produits agricoles et alimentaires.

Malgré l'importance de cette question, les études empiriques consacrées spécifiquement aux déterminants de l'accès au financement bancaire des PME agroalimentaires centrafricaines demeurent limitées.

La présente étude cherche donc à répondre à la question suivante : Quels sont les principaux facteurs qui déterminent l'accès au financement bancaire des PME agroalimentaires de Bangui et de ses environs ? L'objectif est d'identifier les facteurs associés à la probabilité d'accès au crédit bancaire à partir d'une enquête réalisée auprès de 234 PME.

1. Revue de la littérature

L'accès au financement bancaire constitue une dimension importante de la capacité des petites et moyennes entreprises (PME) à maintenir leurs activités, financer leurs investissements et développer leurs capacités productives. Toutefois, les PME rencontrent généralement davantage de contraintes financières que les grandes entreprises, notamment en raison de leur taille, de leur faible capacité à fournir des garanties et de l'insuffisance ou de la qualité variable de l'information financière disponible. Beck, Demirgüç-Kunt et Maksimovic (2005) montrent ainsi que les contraintes financières constituent un obstacle important à la croissance des entreprises et que leur intensité varie notamment selon la taille des firmes. Beck et Demirgüç-Kunt (2006) soulignent également que l'accès au financement constitue l'une des principales contraintes auxquelles sont confrontées les PME dans les économies en développement

1.1. Fondements théoriques de l'accès au financement bancaire

L'analyse de l'accès au financement bancaire des PME peut être principalement rattachée à la théorie du rationnement du crédit développée par Stiglitz et Weiss (1981). Dans un marché caractérisé par une information imparfaite, les établissements de crédit ne disposent pas nécessairement d'informations complètes sur la qualité des emprunteurs et des projets financés. Cette situation peut conduire à des phénomènes de sélection adverse et d'aléa moral et, par conséquent, au rationnement du crédit. Les banques peuvent alors limiter le montant des financements accordés ou refuser certaines demandes, même lorsque les entreprises sont disposées à accepter les conditions proposées.

Dans cette perspective, les garanties constituent un mécanisme permettant de réduire l'exposition du prêteur au risque de défaut. La capacité d'une entreprise à présenter des actifs ou d'autres sûretés acceptables peut ainsi influencer la capacité à obtenir un financement bancaire. Berger et Udell (1998, 2006) montrent que les caractéristiques de l'entreprise, de son environnement informationnel et de son cycle de développement jouent le rôle important dans les modalités de financement des PME.

La littérature sur le financement des PME met également en évidence l'importance de la taille de l'entreprise. Les entreprises de plus grande taille disposent généralement d'une activité plus importante, d'une organisation plus structurée et d'une capacité supérieure à produire une information financière. Ces caractéristiques peuvent faciliter l'évaluation de leur risque par les établissements financiers. Beck, Demirgüç-Kunt et Maksimovic (2005) montrent notamment que les petites entreprises sont davantage exposées aux contraintes financières que les entreprises de plus grande taille.

1.2. Caractéristiques de l'entreprise et accès au crédit

Plusieurs travaux considèrent l'âge de l'entreprise comme un facteur susceptible d'influencer son accès au financement. Une entreprise ancienne peut avoir accumulé une expérience plus importante, développé une réputation auprès des partenaires financiers et constitué un historique de relations bancaires. Berger et Udell (1998) intègrent ainsi le stade de développement de l'entreprise dans leur analyse du financement des PME. Toutefois, l'ancienneté ne garantit pas nécessairement un accès plus important au crédit lorsque l'entreprise demeure faiblement formalisée ou lorsque l'information financière disponible reste insuffisante.

La taille constitue également un déterminant fréquemment étudié. Une taille plus importante peut être associée à une meilleure capacité de remboursement, à une diversification des activités et à une plus grande disponibilité d'informations financières. Beck et al. (2005) montrent que la taille de l'entreprise est associée à l'importance des contraintes financières rencontrées. Dans cette perspective, les PME de petite taille peuvent être davantage exposées aux difficultés d'accès au financement bancaire.

La rentabilité peut également intervenir dans la décision de financement. Une entreprise rentable dispose théoriquement d'une capacité supérieure à générer des flux permettant d'assurer le remboursement de sa dette. Cependant, la rentabilité peut également réduire le besoin de recourir au financement externe lorsque l'entreprise dispose de ressources internes suffisantes. Cette dernière interprétation rejoint la logique de la théorie du Pecking Order, selon laquelle les entreprises privilégient généralement les ressources internes avant de recourir au financement externe.

1.3. Structure financière, actifs et garanties

La tangibilité des actifs constitue une autre dimension importante de la littérature sur le financement des entreprises. Les actifs corporels peuvent être utilisés comme sûretés et contribuer ainsi à réduire les pertes potentielles du prêteur en cas de défaut. Berger et Udell

(1998) soulignent l'importance des actifs et des garanties dans les mécanismes de financement des petites entreprises.

Il convient cependant de distinguer la tangibilité des actifs de la disponibilité effective de garanties. Une entreprise peut posséder des actifs corporels sans que ceux-ci soient nécessairement acceptables comme sûretés par un établissement bancaire. La valeur, la liquidité, le statut juridique et la possibilité de mobiliser efficacement ces actifs constitue des conditions importantes de leur utilisation comme garanties.

La disponibilité des garanties peut ainsi exercer une influence directe sur l'accès au crédit. Dans le cadre de la théorie du rationnement du crédit, les garanties permettent au prêteur de réduire son exposition au risque et peuvent faciliter la décision d'octroi du crédit (Stiglitz & Weiss, 1981). Cette relation est également compatible avec les travaux de Berger etc.

1.4. Situation financière et accès au crédit

La liquidité représente la capacité de l'entreprise à faire face à ses obligations à court terme. Une situation de liquidité favorable peut être interprétée par le prêteur comme un indicateur de la capacité de l'entreprise à honorer ses engagements. De même, la rentabilité peut constituer un signal de performance économique et de capacité de remboursement.

Cependant, dans les environnements caractérisés par une forte asymétrie d'information, les établissements financiers peuvent éprouver des difficultés à apprécier la qualité réelle des indicateurs financiers communiqués par les PME. Ainsi, la performance financière observée dans les comptes de l'entreprise ne constitue pas nécessairement, à elle seule, un garant d'accès au crédit.

1.5. Asymétrie d'information et accès au financement bancaire

L'asymétrie d'information constitue l'un des mécanismes centraux permettant d'expliquer les difficultés d'accès au financement bancaire des PME. Stiglitz et Weiss (1981) montrent que l'imperfection de l'information peut conduire les banques à adopter des comportements de rationnement du crédit.

Dans le cas des PME, cette problématique peut être accentuée par l'insuffisance de systèmes comptables formalisés, l'absence d'états financiers réguliers ou la difficulté pour les banques d'obtenir des informations fiables sur les activités et les flux financiers de l'entreprise. Berger et Udell (2006) soulignent à cet égard l'importance de l'information dans la relation entre les PME et les institutions financières.

Beck et Cull (2014), dans leur analyse du financement des PME en Afrique, mettent également en évidence les contraintes spécifiques auxquelles les petites entreprises sont confrontées dans

l'accès au financement. Dans les économies africaines, les imperfections des marchés financiers et la faiblesse des infrastructures d'information peuvent contribuer à renforcer les difficultés de financement des PME.

1.6. Relations avec les établissements financiers et obstacles au crédit

La fréquence de recours au crédit peut être associée à l'existence d'une relation plus régulière entre l'entreprise et les établissements financiers. Une relation bancaire durable peut permettre à la banque d'accumuler progressivement de l'information sur l'entreprise et ainsi réduire certaines difficultés informationnelles. Toutefois, le simple fait de solliciter fréquemment un crédit ne garantit pas son obtention si l'entreprise ne satisfait pas les exigences sur la solvabilité, les garanties ou la qualité de l'information financière.

1.7. Synthèse de la littérature et positionnement de l'étude

La littérature examinée met ainsi en évidence plusieurs catégories de facteurs susceptibles d'être associés à l'accès au financement bancaire des PME. La première regroupe les caractéristiques de l'entreprise, notamment la taille et l'âge. La deuxième concerne sa situation économique et financière, à travers la rentabilité et la liquidité. La troisième renvoie à sa capacité de sécurisation du financement, notamment à travers la tangibilité des actifs et les garanties. Enfin, la quatrième concerne la dimension informationnelle et relationnelle, notamment l'asymétrie d'information et la fréquence de recours au crédit.

Toutefois, les résultats empiriques ne sont pas nécessairement homogènes selon les contextes institutionnels, économiques et financiers. Cette diversité justifie l'analyse empirique des déterminants de l'accès au crédit dans des contextes spécifiques. Dans le cas de la République centrafricaine, les travaux consacrés spécifiquement aux PME agroalimentaires de Bangui, Bimbo et Bégoua demeurent limités. La présente étude cherche ainsi à contribuer à cette littérature en examinant simultanément les caractéristiques des entreprises, leur situation financière, leurs garanties et leur environnement informationnel à partir d'un échantillon de 234 PME agroalimentaires et d'un modèle de régression logistique binaire.

2. Méthodologie

2.1. Terrain d'étude et de collecte des données

L'étude a été menée auprès des petites et moyennes entreprises (PME) du secteur agroalimentaire implantées à Bangui, Bimbo et Bégoua, en République centrafricaine. Le choix de cette aire géographique se justifie par la concentration des activités économiques et entrepreneuriales qui y sont développées. Les PME enquêtées exercent principalement dans des activités telles que la boulangerie-pâtisserie, la transformation des céréales et la production de

boissons, ainsi que dans d'autres segments de la chaîne de valeur agroalimentaire. La population d'étude est estimée à environ 600 PME agroalimentaires. À partir de cette population, un échantillon de 234 PME a été constitué, sur la base d'un niveau de confiance de 95 %, d'une marge d'erreur de 5 % et d'une proportion attendue de 50 %. La répartition de l'échantillon selon le lieu d'implantation est de 140 PME à Bangui, 54 à Bimbo et 40 à Bégoua. La collecte des données a été réalisée directement auprès des dirigeants des PME ou de responsables disposant d'une connaissance suffisante de leur fonctionnement et de leur situation financière. Le questionnaire administré a permis de recueillir des informations relatives aux caractéristiques économiques et financières des entreprises, à leurs pratiques de financement, à la disponibilité des garanties ainsi qu'aux principales contraintes rencontrées dans l'accès au crédit bancaire.

L'objectif de la collecte était de disposer d'informations suffisamment fiables et homogènes pour caractériser les PME enquêtées et analyser les facteurs susceptibles d'influencer leur accès au financement bancaire. Les données recueillies constituent ainsi la base de l'analyse descriptive et de l'estimation économétrique présentées dans les sections suivantes.

Enfin, la population de référence compte environ 600 PME agroalimentaires identifiées à Bangui, Bimbo et Bégoua à partir de la base de données du Ministère des PME. En utilisant la formule de Rea et Parker (1997) avec un niveau de confiance de 95%, une marge d'erreur de 5% et une proportion attendue de 0,5, un échantillon de 234 PME a été finalement choisi. Cet échantillon se compose de 140 PME à Bangui, 54 PME à Bimbo et 40 PME à Bégoua. Les entreprises ont été choisies au hasard dans les trois zones d'étude. Les données ont été recueillies en juin 2026 auprès des dirigeants ou responsables d'entreprises à l'aide d'un questionnaire semi-structuré.

2.2. Méthode d'estimation

Afin d'identifier les facteurs associés à l'accès au financement bancaire des PME agroalimentaires de Bangui et de ses environs, nous avons mobilisé un modèle de régression logistique binaire (Logit). Le recours à cette méthode se justifie par la nature dichotomique de la variable dépendante, qui prend la valeur 1 lorsque la PME a accès au crédit bancaire et 0 dans le cas contraire.

Dans l'échantillon étudié, 119 PME sur 234 (50,9 %) déclarent avoir accès au crédit bancaire, contre 115 PME (49,1 %) qui n'y ont pas accès. Le modèle Logit permet ainsi d'estimer la probabilité qu'une PME accède au financement bancaire en fonction d'un ensemble de caractéristiques économiques, financières et informationnelles.

Neuf variables explicatives ont été retenues sur la base de la littérature consacrée au financement des PME. Il s'agit de la taille de l'entreprise, de son âge, de sa rentabilité, de la tangibilité de ses actifs, de sa liquidité, de la disponibilité de garanties, de l'asymétrie d'information, de la fréquence de recours au crédit et des obstacles à l'accès au crédit.

Sur le plan théorique, nous supposons que la taille, l'âge, la rentabilité, la tangibilité des actifs, la liquidité, la disponibilité de garanties et la fréquence de recours au crédit sont positivement associées à la probabilité d'accès au financement bancaire. À l'inverse, une asymétrie d'information élevée et des obstacles importants à l'accès au crédit devraient réduire cette probabilité. Ces hypothèses s'inscrivent notamment dans le cadre de la théorie du rationnement du crédit et des travaux sur les contraintes de financement des PME (Stiglitz & Weiss, 1981 ; Berger & Udell, 1998).

Le modèle économétrique de l'étude peut être représentée de la manière suivante :

$$\ln \left(\frac{P_i}{1 - P_i} \right) = \beta_0 + \beta_1 TAILLE_i + \beta_2 AGE_i + \beta_3 ROA_i + \beta_4 TANG_i + \beta_5 LIQ_i + \beta_6 GAR_i + \beta_7 ASYM_i + \beta_8 FREQ_i + \beta_9 OBST_i + \varepsilon_i$$

où P_i est la probabilité que la PME $_i$ ait accès au crédit bancaire. β_0 est la constante du modèle, tandis que β_1 à β_9 sont les coefficients associés aux différentes variables explicatives. ε_i représente le terme d'erreur.

Le tableau suivant présente les variables retenues dans le modèle, leur mode de mesure et les signes théoriques attendus.

Tableau 1 : Modalités des variables explicatives du modèle Logit

Variables	Description	Modalités / Mesure
Accès au crédit (ACCES)	Accès de la PME au financement bancaire	1 = Accès au crédit ; 0 = Pas d'accès au crédit
Taille (TAILLE)	Taille économique de la PME mesurée à partir du chiffre d'affaires	Logarithme du chiffre d'affaires
Âge (AGE)	Nombre d'années d'existence de la PME	Variable quantitative, exprimée en années
Rentabilité (ROA)	Capacité de la PME à générer un résultat à partir de ses actifs	Rentabilité des actifs, exprimée en %
Tangibilité des actifs (TANG)	Part relative des actifs corporels détenus par la PME	Ratio d'actifs corporels, exprimé en %
Liquidité (LIQ)	Capacité de la PME à faire face à ses engagements à court terme	Ratio de liquidité
Garanties (GAR)	Disponibilité de garanties pouvant appuyer une demande de crédit	1 = Dispose de garanties ; 0 = Ne dispose pas de garanties
Asymétrie d'information (ASYM)	Niveau d'asymétrie d'information entre la PME et les établissements financiers	Échelle de Likert à 5 modalités permettant d'évaluer le niveau d'asymétrie d'information entre la PME et les établissements financiers ; un score élevé traduit un niveau plus élevé d'asymétrie d'information.
Fréquence de recours au crédit (FREQ)	Fréquence à laquelle la PME recourt ou sollicite le financement par crédit	Score de 1 à 5
Obstacles à l'accès au crédit (OBST)	Importance des difficultés rencontrées par la PME pour accéder au crédit	Échelle de Likert à 5 modalités permettant d'évaluer l'importance des difficultés rencontrées par la PME pour accéder au financement bancaire ; un score élevé traduit un niveau plus élevé d'obstacles

Source : Auteur, à partir des données de l'enquête

Les variables relatives à l'asymétrie d'information et aux obstacles à l'accès au crédit ont été mesurées à l'aide d'échelles de Likert à 5 modalités. Le questionnaire a été soumis à un pré-test auprès de 20 PME similaires à celles de l'échantillon final. La cohérence interne des concepts mesurés par plusieurs items a été évaluée à l'aide du coefficient alpha de Cronbach. Le choix de ces variables dépend de leur capacité théorique et empirique à décrire les conditions d'accès des PME au financement bancaire. La taille et l'âge expliquent les caractéristiques structurelles de l'entreprise. La rentabilité et la liquidité montrent la situation financière de l'entreprise. La tangibilité des actifs et la disponibilité des garanties indiquent la capacité de sécurisation du crédit. L'asymétrie d'information montre les difficultés informationnelles entre la PME et le prêteur. La fréquence de recours au crédit et les obstacles à l'accès au financement décrivent la relation de l'entreprise avec le crédit bancaire et les contraintes rencontrées dans

cette relation. Ces variables sont choisies en accord avec la littérature sur le rationnement du crédit, les contraintes de financement des PME et les asymétries d'information.

3. Résultats

3.1. Analyse descriptive

L'analyse de la variable dépendante indique que, sur les 234 Petites et Moyennes Entreprises agroalimentaires qui font partie de l'échantillon, 119 entreprises, soit 50,9%, ont accès au crédit, tandis que 115 entreprises, soit 49,1%, n'y ont pas accès.

Cette répartition montre une situation relativement équilibrée entre les deux catégories d'entreprises. Cependant, elle révèle également que près de la moitié des PME agroalimentaires qui ont participé à l'enquête n'ont pas accès au financement par crédit.

Ce constat met en évidence l'importance de l'analyse des facteurs qui peuvent expliquer les différences entre les entreprises qui ont accès au crédit et celles qui n'y ont pas accès.

Tableau 2 : Répartition des PME selon l'accès au crédit

Accès au crédit	Effectif	Pourcentage
Non	115	49,1%
Oui	119	50,9%
Total	234	100%

Source : Auteur, à partir des données de l'enquête

3.2. Statistiques descriptives

Le tableau 2 présente les principales statistiques descriptives des variables quantitatives et ordinales introduites dans le modèle économétrique.

Tableau 2 : Statistiques descriptives des variables du modèle

Variables	N	Moyenne	Ecart-Type	Minimum	Maximum
Âge de l'entreprise	234	13,248	7,161	1,00	25,00
Taille (Log CA)	234	15,179	1,343	13,08	17,97
Rentabilité (ROA)	234	15,439	6,056	2,00	34,21
Tangibilité des actifs	234	53,787	18,069	20,37	84,91
Liquidité	234	1,979	0,613	0,82	2,99
Garanties	234	0,628	0,484	0	1
Asymétrie d'information	234	2,974	1,426	1	5
Fréquence de recours au crédit	234	2,996	1,376	1	5
Obstacles à l'accès au crédit	234	3,073	1,447	1	5

Source : Auteur, à partir des données de l'enquête

Les PME étudiées ont un âge moyen de 13,5 ans. Les âges de ces entreprises vont de 1 à 25 ans. Cette distribution signifie que certaines de ces PME sont relativement nouvelles, tandis que d'autres ont plus d'expérience.

La taille de ces entreprises est mesurée par le logarithme de leur chiffre d'affaires. En moyenne, cette taille est de 15,18. La rentabilité économique de ces entreprises, mesurée par le ROA, est en moyenne de 15,44%. La tangibilité moyenne de leurs actifs est de 53,79%. Le ratio moyen de liquidité est de 1,98.

En ce qui concerne les garanties, 62,8% des PME de l'échantillon ont une garantie. L'asymétrie d'information a un score moyen de 2,97 sur une échelle allant de 1 à 5. La fréquence moyenne de recours au crédit est de 3. Le score moyen relatif aux obstacles à l'accès au crédit est de 3,07. Ces statistiques descriptives donnent une idée générale des entreprises étudiées. Cependant, elles ne permettent pas de savoir comment chaque caractéristique affecte l'accès au crédit. Il est donc nécessaire de faire une estimation économétrique multivariée pour comprendre comment chaque variable explicative est liée à l'accès au crédit, en tenant compte de toutes les autres variables.

3.3. Résultats de l'estimation du modèle

Les résultats de l'estimation du modèle de régression logistique binaire sont présentés dans le tableau 3. Les résultats sont présentés à travers les coefficients estimés, leurs erreurs standards, les odds ratios et les probabilités critiques (p-values). Le signe du coefficient indique le sens de l'association entre la variable explicative et l'accès au crédit, tandis que l'odds ratio permet d'apprécier à quel point les associations entre les variables explicatives et l'accès au crédit sont fortes. La significativité statistique est appréciée aux seuils conventionnels de 1%, 5% et 10%.

Tableau 3 : Résultats de l'estimation du modèle Logit de l'accès au crédit

Variables	Coefficient	Erreur standards	Odds ratio	p-value (significativité)
Constante	-3,9772*	2,0865	0,0187	0,0566
Âge de l'entreprise	0,0044	0,0218	1,0044	0,8413
Taille (Log CA)	0,2881**	0,1208	1,3339	0,0171
Rentabilité (ROA)	-0,0212	0,0259	0,9790	0,4133
Tangibilité des actifs	-0,0143	0,0110	0,9858	0,1920
Liquidité	0,0038	0,2494	1,0038	0,9877
Garanties	2,3551***	0,4294	10,5396	< 0,001
Asymétrie d'information	-0,4596***	0,1132	0,6315	< 0,001
Fréquence de recours au crédit	0,0600	0,1117	1,0619	0,5912
Obstacles à l'accès au crédit	0,1191	0,1062	1,1265	0,2619

*** significatif au seuil de 1% ; ** significatif au seuil de 5% ; * significatif au seuil de 10% ; NS : non significatif.

Source : estimations de l'auteur à partir des données d'enquête, juin 2026.

Les résultats mettent en évidence trois variables statistiquement significatives au seuil de 5% : la taille de l'entreprise, la disponibilité des garanties et l'asymétrie d'information.

3.3.1. Taille de l'entreprise et accès au crédit

La taille de l'entreprise a un impact positif sur l'accès au crédit. En effet, le coefficient associé est de 0,2881 et est statistiquement significatif à 5 % ($p = 0,0171$). Cela signifie que plus l'entreprise est grande, plus elle a de chances d'obtenir un crédit. Concrètement, une augmentation d'une unité de la taille de l'entreprise, mesurée par le logarithme du chiffre d'affaires, entraîne une augmentation d'environ 33,4 % des chances relatives d'accès au crédit. Ce résultat montre que les grandes entreprises ont une position plus favorable en matière d'accès au crédit que les petites et moyennes entreprises (PME). La taille apparaît ainsi comme un facteur significativement associé à l'accès au crédit dans l'échantillon étudié.

3.3.2. Rôle des garanties

La disponibilité des garanties est positivement associée à l'accès au crédit. Le coefficient associé est de 2,3551 et est hautement significatif ($p < 0,001$). Les entreprises qui disposent de garanties ont fortement une chance d'accès au crédit environ 10,5 fois supérieures à celles qui n'en disposent pas. Cela montre que les garanties sont un facteur clé pour l'accès au financement des PME agroalimentaires.

Cependant, il est important de noter que cet odds ratio ne signifie pas que la probabilité d'obtenir un crédit est directement multipliée par 10,5.

3.3.3. Effets de l'asymétrie d'information

L'asymétrie d'information est négativement associée à l'accès au crédit. Le coefficient associé est de -0,4596 et est statistiquement significatif à 1% ($p < 0,001$). Cela signifie que plus l'asymétrie d'information est élevée, plus les chances d'obtenir un crédit diminuent. Concrètement, une augmentation d'une unité de l'asymétrie d'information entraîne une diminution d'environ 36,9% des chances relatives d'accès au crédit.

Ce résultat montre que les difficultés informationnelles entre les PME et les prêteurs constituent un obstacle à l'accès au financement.

3.4. Variables ne présentant pas d'association statistiquement significative

L'âge, la rentabilité, la tangibilité des actifs, la liquidité, la fréquence de recours au crédit et les obstacles à l'accès au crédit ne présentent pas d'association statistiquement significative dans le modèle. Il convient toutefois de ne pas interpréter leur non-significativité comme une absence absolue d'effet économique. Elle signifie simplement que, dans l'échantillon considéré et

conditionnellement aux autres variables du modèle, les données ne permettent pas d'établir une association statistiquement significative.

3.5. Qualité et pouvoirs explicatifs du modèle

Les principaux indicateurs d'évaluation du modèle sont présentés dans le tableau 4.

Tableau 4 : Indicateurs de qualité du modèle Logit

Indicateurs	Valeurs
Nombre d'observations	234
Log-vraisemblance	-128,952
LR Chi ²	66,421
Probabilité du LR Chi ²	< 0,001
Pseudo-R ² de McFadden	0,205
Taux de bonne classification	74,8 %

Source : Auteur, à partir des données de l'enquête, juin 2026

Le test du rapport de vraisemblance montre que le modèle est globalement statistiquement significatif (LR Chi² = 66,421 ; $p < 0,001$). Cela signifie que l'ensemble des variables explicatives améliore de manière significative l'ajustement du modèle par rapport à un modèle simple avec juste une constante.

Le pseudo-R² de McFadden est de 0,205. Il est important de noter que cet indicateur ne doit pas être interprété de la même façon que le coefficient de détermination R² dans une régression linéaire. Il donne plutôt une idée de l'amélioration de l'ajustement du modèle Logit par rapport au modèle de base.

Avec un seuil de classification à 0,5, le modèle parvient à classer correctement 74,8 % des PME. En détail, sur les 115 PME qui n'ont pas accès au crédit, 86 sont correctement identifiées par le modèle. Et parmi les 119 PME qui ont accès au crédit, 89 sont correctement classées.

Enfin, l'examen de la multicolinéarité ne révèle pas de problème majeur. Les facteurs d'inflation de la variance (VIF) pour les variables explicatives varient entre 1,01 et 1,53, ce qui est bien en dessous des seuils généralement considérés comme inquiétants.

3.6. Synthèse des principaux résultats

L'analyse économétrique montre que l'accès au crédit des PME agroalimentaires est principalement lié à trois facteurs. La taille de l'entreprise a un impact positif et significatif. La disponibilité de garanties est le facteur le plus important. En revanche, l'asymétrie d'information a un impact négatif sur l'accès au crédit.

Ces résultats soulignent l'importance de la capacité économique de l'entreprise, de sa capacité à fournir des garanties et de la qualité de l'environnement informationnel pour accéder au financement. Cependant, les données ne montrent pas de lien significatif entre l'accès au crédit

et d'autres facteurs tels que la rentabilité, l'âge, la tangibilité des actifs, la liquidité, la fréquence de recours au crédit et les obstacles au crédit.

Ces constats seront la base de la discussion des résultats. Ils permettront de les comparer aux prévisions théoriques et aux études empiriques antérieures, notamment celles qui traitent du rationnement du crédit, des asymétries d'information et du rôle des garanties dans le financement des petites et moyennes entreprises.

4. Discussion

4.1. Taille de l'entreprise et accès au crédit

Les résultats de l'estimation montrent que la taille de l'entreprise est positivement et significativement associée à l'accès au financement bancaire. Le coefficient estimé est de 0,2881 et apparaît statistiquement significatif au seuil de 5 % ($p = 0,0171$). L'odds ratio associé, égal à 1,3339, indique qu'une augmentation d'une unité du logarithme du chiffre d'affaires est associée, toutes choses égales par ailleurs, à une augmentation de 33,4 % des chances relatives d'accès au crédit bancaire.

Ce résultat suggère que les PME de plus grande taille présentent, dans l'échantillon étudié, une probabilité relativement plus favorable d'accéder au financement bancaire. Cette association peut s'expliquer par plusieurs caractéristiques généralement liées à la taille de l'entreprise : un volume d'activité plus important, une organisation administrative et financière plus structurée, une capacité accrue à produire des informations comptables et financières et, potentiellement, une meilleure visibilité auprès des établissements de crédit. Ces éléments peuvent contribuer à réduire l'incertitude des prêteurs lors de l'évaluation de la solvabilité des entreprises.

Le résultat obtenu est cohérent avec les travaux de Berger et Udell (1998), qui mettent en évidence l'importance des caractéristiques de l'entreprise et de son stade de développement dans l'accès aux différentes sources de financement. Il rejoint également les conclusions de Beck, Demirgüç-Kunt et Maksimovic (2005), selon lesquelles les petites entreprises sont généralement davantage confrontées aux contraintes financières que les entreprises de plus grande taille.

Dans le contexte des PME agroalimentaires de Bangui, Bimbo et Bégoua, cette relation peut également être liée à la capacité des entreprises de plus grande taille à générer des flux d'activité plus importants et potentiellement plus réguliers. Une telle situation peut renforcer leur capacité à présenter aux établissements financiers un profil de remboursement jugé plus favorable. À l'inverse, les plus petites entreprises peuvent être davantage confrontées à des difficultés liées

à la formalisation, à la production d'états financiers fiables, à la constitution des dossiers de crédit et au respect des conditions exigées par les établissements prêteurs.

Ainsi, la taille apparaît comme un facteur discriminant de l'accès au crédit bancaire dans l'échantillon étudié. Ce résultat met en évidence le risque d'une plus grande vulnérabilité financière des petites PME agroalimentaires et souligne l'intérêt de développer des mécanismes de financement proportionnés à leur taille, à leur capacité financière et à leur niveau de formalisation. Il convient toutefois de rappeler que, compte tenu du caractère transversal des données, cette relation doit être interprétée comme une association statistique et non comme la preuve d'un effet causal direct de la taille sur l'accès au crédit.

4.2. Rôle déterminant des garanties dans l'accès au crédit

La disponibilité des garanties constitue le principal facteur associé à l'accès au financement bancaire (Stiglitz & Weiss, 1981 ; Berger & Udell, 1998 ; Besanko & Thakor, 1987). Son coefficient est positif et hautement significatif ($\beta = 2,3551$; $p < 0,001$), avec un odds ratio de 10,5396. Ainsi, toutes choses égales par ailleurs, les PME disposant de garanties présentent des chances relatives d'accès au crédit environ 10,5 fois supérieures à celles qui n'en disposent pas. Ce résultat souligne le rôle central des garanties dans la réduction du risque perçu par les établissements financiers, particulièrement dans un contexte marqué par l'asymétrie d'information. Il est cohérent avec les travaux de Berger et Udell (1998) et avec la théorie du rationnement du crédit de Stiglitz et Weiss (1981).

Par ailleurs, la tangibilité des actifs n'étant pas significative ($p = 0,1920$), la simple détention d'actifs corporels ne suffit pas à faciliter l'accès au crédit. Ces actifs doivent être juridiquement sécurisés, correctement documentés et effectivement acceptables comme sûretés par les établissements financiers.

Dans le contexte des PME agroalimentaires de Bangui, Bimbo et Bégoua, ce résultat met en évidence une forte différenciation de l'accès au financement formel selon la capacité des entreprises à fournir des garanties. Il plaide ainsi en faveur du renforcement des fonds de garantie et mécanismes de partage des risques destinés aux PME. Toutefois, compte tenu du caractère transversal de l'étude, cette relation doit être interprétée comme une association statistique et non comme un effet causal.

4.3. Asymétrie d'information et rationnement du crédit

L'asymétrie d'information constitue le troisième déterminant statistiquement significatif de l'accès au financement bancaire. Son coefficient est négatif et hautement significatif ($\beta = -0,4596$; $p < 0,001$). Ainsi, sous l'hypothèse qu'un score élevé traduit une asymétrie

d'information plus importante, une augmentation d'une unité du score est associée à une diminution de 36,9 % des chances relatives d'accès au crédit.

Ce résultat est conforme aux prédictions de la théorie du rationnement du crédit de Stiglitz et Weiss (1981). Lorsque les établissements financiers disposent d'informations insuffisantes sur la situation financière, la solvabilité et la qualité des projets des emprunteurs, leur capacité à évaluer correctement le risque de crédit est réduite. Cette incertitude peut favoriser des phénomènes de sélection adverse et d'aléa moral et conduire les banques à renforcer leurs conditions de financement ou à limiter l'octroi de crédits.

Les PME sont particulièrement exposées à ces contraintes en raison de systèmes comptables parfois moins structurés, d'une information financière moins standardisée et d'un historique bancaire souvent plus limité. Dans ce contexte, la capacité de l'entreprise à produire une information fiable, régulière et vérifiable peut jouer un rôle important dans la relation avec les établissements financiers.

Le résultat obtenu suggère ainsi que l'accès au crédit des PME agroalimentaires étudiées est associé non seulement à leurs caractéristiques économiques, mais également à leur capacité à réduire l'incertitude informationnelle perçue par les prêteurs. L'amélioration de la tenue comptable, la production régulière d'états financiers fiables et le développement de relations durables avec les institutions financières pourraient contribuer à réduire cette asymétrie.

Enfin, la combinaison de l'effet négatif de l'asymétrie d'information et de l'effet fortement positif des garanties constitue un résultat particulièrement important. Elle suggère que les difficultés informationnelles et les mécanismes de sécurisation du crédit sont étroitement liés. Lorsque l'information disponible sur une PME est insuffisante, les établissements prêteurs peuvent accorder davantage d'importance aux garanties afin de limiter leur exposition au risque. Ainsi, l'amélioration simultanée de la transparence financière et des mécanismes de garantie apparaît comme un levier important pour faciliter l'accès des PME agroalimentaires au financement bancaire.

Compte tenu du caractère transversal des données, ces résultats doivent toutefois être interprétés comme des associations statistiques et non comme la démonstration d'une relation causale directe entre asymétrie d'information et accès au crédit.

Dans le contexte centrafricain qui a été analysé, ce résultat apporte une perspective supplémentaire aux recherches précédentes. Il montre que les problèmes d'information sont un facteur qui est statistiquement lié à l'accès au financement bancaire des PME agroalimentaires. L'association négative entre l'asymétrie d'information et l'association positive des garanties

indiquent que l'accès au crédit dépend à la fois de la qualité de l'information disponible et de la capacité de l'entreprise à rendre son financement plus sûr. Cette situation met en évidence une particularité du contexte étudié, où les moyens de réduire l'incertitude liée à l'information et de sécuriser le crédit sont particulièrement importants.

4.4. Absence de significativité de la rentabilité et de la liquidité

Contrairement aux résultats attendus, la rentabilité et la liquidité ne présentent pas d'association statistiquement significative avec l'accès au crédit dans le modèle estimé. Le coefficient de la rentabilité est négatif mais non significatif ($p = 0,4133$), tandis que celui de la liquidité est très proche de zéro et également non significatif ($p = 0,9877$).

Ces résultats doivent être interprétés avec prudence. Ils ne signifient pas que la performance financière ou la situation de trésorerie des entreprises sont sans importance dans les décisions de financement. Ils indiquent plutôt que, lorsque les autres variables du modèle sont prises en compte simultanément, les données de l'échantillon ne permettent pas d'établir une association statistiquement significative entre ces caractéristiques et l'accès au crédit.

Plusieurs explications peuvent être avancées. D'une part, dans un environnement caractérisé par une forte asymétrie d'information, les institutions financières peuvent ne pas disposer d'informations suffisamment fiables pour utiliser pleinement la rentabilité déclarée comme critère de décision. Une entreprise rentable peut ainsi demeurer contrainte dans son accès au crédit si elle ne dispose pas de documents financiers crédibles ou de garanties suffisantes.

D'autre part, les entreprises les plus rentables peuvent disposer d'une capacité d'autofinancement plus importante et présenter un besoin moindre de financement externe. Cette interprétation est compatible avec la théorie du Pecking Order, selon laquelle les entreprises privilégient généralement les ressources internes avant de recourir à l'endettement externe lorsqu'elles disposent de capacités suffisantes d'autofinancement.

L'absence de significativité de ces variables suggère donc que, dans le contexte étudié, les critères traditionnellement associés à la performance financière pourraient être moins déterminants pour l'accès au crédit que les mécanismes de sécurisation du financement et la disponibilité d'informations fiables sur l'entreprise.

4.5. Tangibilité des actifs et distinction avec les garanties

La tangibilité des actifs ne présente pas d'association statistiquement significative avec l'accès au crédit ($p = 0,1920$), alors que la disponibilité des garanties exerce une association positive particulièrement forte.

Cette différence constitue un résultat intéressant de l'étude. Elle suggère que la simple détention d'actifs corporels ne suffit pas nécessairement à améliorer l'accès au financement bancaire. Pour faciliter effectivement l'obtention d'un crédit, les actifs détenus doivent probablement répondre aux critères leur permettant d'être acceptés comme garanties par les institutions financières.

Une PME peut, par exemple, disposer d'équipements de production, de bâtiments ou de terrains sans que ces actifs puissent nécessairement être mobilisés comme sûretés. Leur valeur marchande peut être difficile à déterminer, leur liquidité limitée ou leur statut juridique insuffisamment documenté. La thèse souligne notamment que certaines PME agroalimentaires disposent d'équipements dont la valeur marchande peut être limitée et que les problématiques foncières peuvent compliquer la mobilisation de certains actifs comme garanties.

Ce résultat conduit ainsi à distinguer conceptuellement la possession d'actifs tangibles de la capacité effective à transformer ces actifs en garanties bancaires acceptables. Cette distinction constitue l'un des enseignements intéressants de l'étude et mérite d'être approfondie dans de futurs travaux.

4.6. Âge et fréquence de recours au crédit

L'âge de l'entreprise n'est pas statistiquement associé à l'accès au crédit ($p = 0,8413$). Ce résultat suggère que l'ancienneté d'une PME ne constitue pas, à elle seule, un facteur permettant de différencier les entreprises ayant accès au crédit de celles qui n'y accèdent pas.

Alors que l'ancienneté pourrait théoriquement favoriser la réputation et permettre l'accumulation d'un historique financier, cet avantage peut être limité lorsque les relations entre les PME et les établissements bancaires demeurent peu développées ou lorsque les informations financières produites par les entreprises restent insuffisantes. Une PME ancienne mais peu formalisée peut ainsi rencontrer des difficultés similaires à celles d'une entreprise plus récente. De même, la fréquence de recours au crédit ne présente pas d'association statistiquement significative ($p = 0,5912$). Ce résultat pourrait indiquer que le fait de solliciter fréquemment un financement ne garantit pas nécessairement son obtention. La décision finale des institutions financières semble davantage associée, dans le modèle estimé, aux caractéristiques permettant de sécuriser et d'évaluer le risque de l'opération, notamment les garanties et la qualité de l'information disponible.

4.7. Résumé relatif aux obstacles à l'accès au crédit

La variable mesurant les obstacles à l'accès au crédit présente un coefficient positif, contrairement au signe théoriquement attendu, mais celui-ci n'est pas statistiquement

significatif ($p = 0,2619$). Il n'est donc pas possible de conclure à une association statistiquement établie entre cette variable et l'accès au crédit sur la base du modèle estimé.

Ce résultat peut notamment être lié à la manière dont la variable a été construite et mesurée. Les obstacles à l'accès au crédit peuvent recouvrir plusieurs dimensions hétérogènes, telles que les exigences de garanties, le coût du financement, la complexité administrative ou les conditions d'éligibilité. L'agrégation de ces différentes dimensions dans un score unique peut réduire la capacité de la variable à identifier l'effet spécifique de chaque contrainte.

Par ailleurs, certaines contraintes peuvent être perçues plus fortement par les entreprises ayant effectivement engagé des démarches auprès des institutions financières. Une PME ayant déjà sollicité un crédit peut ainsi déclarer davantage d'obstacles qu'une entreprise qui n'a jamais entrepris de démarche formelle de financement. Cette possibilité pourrait contribuer à expliquer le signe positif observé, bien que celui-ci ne soit pas statistiquement significatif

4.8. Enseignements généraux et contribution de l'étude

Pris dans leur ensemble, les résultats montrent que l'accès au crédit des PME agroalimentaires de Bangui, Bimbo et Bégoua semble être davantage associé à des facteurs relatifs à la capacité de l'entreprise à rassurer et sécuriser le prêteur qu'à ses seules performances financières courantes. La taille constitue un signal favorable, la disponibilité de garanties réduit l'exposition potentielle du prêteur au risque, tandis que l'asymétrie d'information constitue un facteur défavorable.

Ces résultats apportent ainsi un éclairage empirique sur les mécanismes de financement des PME dans le contexte centrafricain. Ils suggèrent que la problématique de l'accès au crédit ne peut être abordée uniquement sous l'angle de la disponibilité des ressources financières. Elle implique également la qualité de l'information produite par les entreprises, leur niveau de formalisation et l'existence de mécanismes permettant de réduire ou de partager le risque supporté par les institutions financières.

L'un des principaux apports de l'étude réside ainsi dans la mise en évidence empirique de la combinaison de trois dimensions complémentaires : la taille de l'entreprise, les garanties et l'asymétrie d'information. Ces résultats soutiennent l'idée que l'amélioration durable de l'accès au financement des PME agroalimentaires nécessite simultanément de renforcer les capacités financières et organisationnelles des entreprises, d'améliorer la transparence de leur information comptable et de développer des mécanismes de garantie adaptés aux réalités des petites entreprises.

Toutefois, compte tenu du caractère transversal des données utilisées, ces résultats doivent être interprétés comme des associations statistiques conditionnelles et non comme la démonstration de relations causales. Des recherches ultérieures mobilisant des données longitudinales, des indicateurs plus détaillés de l'asymétrie d'information et des obstacles au financement, ainsi que des données provenant directement des institutions financières, permettraient d'approfondir l'analyse des mécanismes qui déterminent l'accès au crédit des PME agroalimentaires en République centrafricaine.

Enfin, les résultats obtenus confirment les liens indiqués par la littérature internationale, comme l'importance de la taille, des garanties et de l'asymétrie d'information, tout en apportant des données précises sur les PME agroalimentaires à Bangui, Bimbo et Bégoua. Cette étude aide à mieux comprendre le contexte centrafricain, un domaine encore peu exploré par les recherches sur l'accès au financement bancaire des PME.

Conclusion

Cette étude avait pour objectif d'identifier et d'analyser les principaux facteurs associés à l'accès au financement bancaire des PME agroalimentaires de Bangui et de ses environs. À partir de données collectées auprès d'un échantillon de 234 PME situées à Bangui, Bimbo et Bégoua, l'analyse a mobilisé un modèle de régression logistique binaire afin d'examiner l'influence des caractéristiques économiques, financières et informationnelles des entreprises sur leur accès au crédit.

Les résultats descriptifs montrent que 50,9% des PME enquêtées ont accès au crédit, contre 49,1% qui n'y ont pas accès, traduisant la persistance de contraintes de financement pour une part importante des entreprises étudiées. Les estimations économétriques mettent principalement en évidence trois facteurs statistiquement significatifs. La taille de l'entreprise et la disponibilité des garanties sont positivement associées à l'accès au crédit, tandis que l'asymétrie d'information y est négativement associée. Parmi ces facteurs, la disponibilité des garanties présente l'association la plus forte : toutes choses égales par ailleurs, les PME disposant de garanties enregistrent des chances relatives d'accès au crédit sensiblement supérieures à celles des entreprises qui n'en disposent pas. En revanche, l'âge de l'entreprise, la rentabilité, la tangibilité des actifs, la liquidité, la fréquence de recours au crédit et les obstacles à l'accès au crédit ne présentent pas d'association statistiquement significative dans le modèle estimé.

Ces résultats suggèrent que l'accès au crédit des PME agroalimentaires étudiées dépend moins de leurs seules performances financières courantes que de leur capacité à réduire le risque et l'incertitude perçus par les établissements prêteurs. La forte association observée pour les garanties, combinée à l'effet négatif de l'asymétrie d'information, souligne ainsi l'importance des mécanismes de sécurisation du crédit et de la qualité de l'information financière dans les relations entre les PME et les institutions financières.

Sur le plan opérationnel, ces résultats plaident en faveur du renforcement des mécanismes de garantie et de partage des risques, notamment au bénéfice des PME ne disposant pas d'actifs traditionnellement acceptés comme sûretés. Ils soulignent également la nécessité d'améliorer la qualité de l'information comptable et financière produite par les entreprises, de renforcer leurs capacités en matière de gestion financière et de favoriser leur formalisation. Parallèlement, les institutions financières gagneraient à développer des méthodes d'évaluation du risque et des produits de financement davantage adaptés aux caractéristiques et aux cycles d'activité des PME agroalimentaires.

Cette étude contribue ainsi à une meilleure compréhension des mécanismes associés à l'accès au crédit des PME agroalimentaires dans le contexte spécifique de la République centrafricaine. Elle présente néanmoins certaines limites, notamment le caractère transversal des données et la mesure de certaines variables à partir de scores déclaratifs. Les résultats doivent, par conséquent, être interprétés comme des associations statistiques et non comme des relations causales. Des recherches futures pourraient mobiliser des données longitudinales, étendre l'analyse à d'autres régions du pays et intégrer des informations provenant directement des établissements financiers. Une telle approche permettrait d'approfondir la compréhension des mécanismes de rationnement du crédit et de contribuer à la conception de politiques de financement plus inclusives en faveur du développement durable des PME agroalimentaires en République centrafricaine.

BIBLIOGRAPHIE

- Adair, P. (2011). Théories financières et endettement des PME en France. *Revue Internationale PME*, 24(3-4), 75-102.
- Adigbonon, J. (2025). *Vers un mécanisme relationnel pour le financement bancaire des PME manufacturières dans l'UEMOA : Approches et déterminants* (Thèse de doctorat, pp. 45-120). Université Laval.
- Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC). (2026). *Rapport annuel 2025 sur le système bancaire centrafricain*, pp. 15-40.
- Banque mondiale. (2020). *Rapport sur le développement dans le monde 2020 : Le commerce au service du développement à l'ère de la mondialisation des chaînes de valeur*, pp. 120-165.
- Barneto, P., & Gregorio, G. (s.d.). *DSCG 2 Finance : Manuel et applications* (2e éd., pp. 85-140). Dunod.
- Beck, T., & Cull, R. (2014). SME finance in Africa. *Journal of African Economies*, 23(5), 583–613. <https://doi.org/10.1093/jae/eju016>
- Beck, T., & Demirgüç-Kunt, A. (2006). *Inclusion financière et stabilité : Que démontrent les études ?* CGAP, pp. 10-35.
- Beck, T., & Demirgüç-Kunt, A. (2006). Small and medium-size enterprises: Access to finance as a growth constraint. *Journal of Banking & Finance*, 30(11), 2931–2943. <https://doi.org/10.1016/j.jbankfin.2006.05.009>
- Beck, T., Demirgüç-Kunt, A., & Maksimovic, V. (2005). Financial and legal constraints to growth: Does firm size matter? *The Journal of Finance*, 60(1), 137–177. <https://doi.org/10.1111/j.1540-6261.2005.00727.x>
- Beck, T., Ioannidou, V., & Schäfer, L. (2018). *Essais sur les systèmes bancaires en Afrique*, pp. 55-110.
- Berger, A. N., & Udell, G. F. (1998). The economics of small business finance: The roles of private equity and debt markets in the financial growth cycle. *Journal of Banking & Finance*, 22(6–8), 613–673. [https://doi.org/10.1016/S0378-4266\(98\)00038-7](https://doi.org/10.1016/S0378-4266(98)00038-7)
- Berger, A. N., & Udell, G. F. (2006). A more complete conceptual framework for SME finance. *Journal of Banking & Finance*, 30(11), 2945–2966. <https://doi.org/10.1016/j.jbankfin.2006.05.008>
- Berger, A., & Black, L. (2011). Quel enseignement de la finance entrepreneuriale ? Une proposition pragmatique. *Revue Internationale PME*, 24(3-4), 15-40.

- Brealey, R., Myers, S., & Allen, F. (2020). *Principes de gestion financière* (8e éd., pp. 320-410). Pearson Education.
- Comité national économique et financier (CNEF). (2026). *Situation des établissements de microfinance au 31 décembre 2025*, pp. 8-25.
- Degryse, H., De Goeij, P., & Kappert, P. (2012). *The impact of firm and industry characteristics on small firm's capital structure*, pp. 1-25.
- Fonds monétaire international (FMI). (2021). *Rapport annuel : Mieux bâtir l'avenir*, pp. 30-75.
- Kobiyyh, M., El Amri, A., Oulfarsi, S., & Hilmi, Y. (2023). Behavioral finance and the imperative to rethink market efficiency.
- Michel, E. R. (2022). Les déterminants des choix de financement des PME ivoiriennes. *Revue des Sciences de Gestion*, 12(1), 45-70.
- Organisation for Economic Co-operation and Development. (2024). *Financing SMEs and entrepreneurs 2024: An OECD scoreboard*. OECD Publishing.
<https://doi.org/10.1787/fa521246-en>
- Organisation for Economic Co-operation and Development. (2025). *OECD financing SMEs and entrepreneurs scoreboard: 2025 highlights*. OECD. [Publication de l'OCDE](#)
- Quiry, P., Le Fur, Y., & Vernimmen. (2024). *Finance d'entreprise* (pp. 210-350). Lefebvre Dalloz.
- Saunders, A., & Cornett, M. (2018). *Financial Markets and Institutions* (5th ed., pp. 180-260). McGraw-Hill.
- Stiglitz, J. E., & Weiss, A. (1981). Credit rationing in markets with imperfect information. *The American Economic Review*, 71(3), 393–410.
- World Bank. (2018). *Improving access to finance for SMEs: Opportunities through credit reporting, secured lending and insolvency practices*. World Bank.
- World Bank. (2026). *Small and medium enterprises (SMEs) finance*. World Bank.